

## LA « NEUE RECHTE » EN RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

**Klaus Schönekäs**

**Editions Hazan** | « Lignes »

1988/3 n° 4 | pages 126 à 155

ISSN 0988-5226

ISBN 9782877360203

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<http://www.cairn.info/revue-lignes0-1988-3-page-126.htm>  
-----

!Pour citer cet article :

-----  
Klaus Schönekäs, « La « Neue Rechte » en République Fédérale d'Allemagne », *Lignes* 1988/3 (n° 4), p. 126-155.

DOI 10.3917/lignes0.004.0126  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Editions Hazan.

© Editions Hazan. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

KLAUS SCHÖNEKÄS

LA « NEUE RECHTE »  
EN RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE\*

La Neue Rechte en République Fédérale d'Allemagne, à la différence de la Nouvelle Droite en France que domine le G.R.E.C.E., est un phénomène non homogène. A l'instar de la scission traditionnelle du « camp de droite » (1), la Neue Rechte se divise, elle aussi, en une multiplicité de groupuscules. Pour désigner ceux-ci, toute une série d'étiquettes et d'auto-définitions est utilisée dans le discours scientifique et journalistique. On y trouve des gens comme Armin Mohler (2) qui revendiquent pour eux la

---

(\*) Version française : M. Kretzschmar et P.-A. Taguieff.

(1) « Camp de droite » désigne ici ce que l'on appelle globalement en France l'extrême-droite. Dans le discours scientifique allemand la notion de « rechte Lager » (camp de droite) marque l'opposition aux partis de droite que l'on dénomme plutôt partis bourgeois ou partis conservateurs. Afin d'en garder l'expressive spécificité on a maintenu dans cet article, la notion du « camp de droite ». Pour l'histoire de l'extrême-droite comme culture distincte cf. : Peter Dudek, Hans-Gerd Jaschke, *Entstehung und Entwicklung des Rechtsextremismus in der Bundesrepublik*, Opladen, 1984 ; tomes I et II.

(2) Armin Mohler est né en 1920 en Suisse. Autrefois secrétaire d'Ernst Jünger, conseiller de F.J. Strauss et directeur de la fondation Siemens (jusqu'en 1985), il est l'auteur de l'ouvrage *La révolution conservatrice*, ouvrage qui — pour la Neue Rechte — eut une importance assez grande concernant la tradition spirituelle de l'histoire idéologique. Armin Mohler, *Die Konservative Revolution in Deutschland 1918-1932*. Darmstadt, 1950.

Mohler et Schrenck-Notzing publient l'ambitieuse revue conservatrice *criticon* (fondée en 1970 avec un tirage actuel d'environ 3 000 exemplaires). Dans *criticon* Mohler représente la fraction conservatrice de la Neue Rechte et propage une réforme du conservatisme établi, dans le sens d'un tournant nominaliste et d'une acceptation du progrès technique et industriel. Par son idéologie élitiste et par son refus des conceptions universalistes, Mohler se situe très près des positions de la Nouvelle Droite et surtout d'Alain de Benoist. Dans ses publications Mohler fut depuis les années 60 un ambassadeur infatigable des idées conserva-

simple notion de « droite » (tout en se démarquant de manière intentionnelle et provocatrice du conservatisme établi) ; on y trouve aussi des définitions telles que « droite non conformiste », « nouvelle droite », « solidaristes » ; mais aussi des désignations et qualifications comme « national-révolutionnaires », « nationalistes de gauche » ou même « national-communistes ». Dans le séminaire « Thule » de Pierre Krebs, en R.F.A., existe également une sorte de mini-dépendance, autonome, de la Nouvelle Droite française. Il faut, malgré leurs différences et diverses autodéfinitions [qui toutes refusent la dichotomie politique entre « droite » et « gauche » comme une « géographie de merde » et qui revendiquent une « nouvelle voie » ou une « troisième voie » (3)], retenir le fait que ces groupuscules sont, dans leur histoire organisationnelle souvent comme à travers la biographie de leurs membres, issus du « camp de droite » avec lequel ils maintiennent encore aujourd'hui une très grande filiation personnelle et relationnelle. Les corpus idéologiques, eux aussi, présentent entre eux de fortes affinités.

Pour éviter d'effacer trop vite les différences existant entre tous ces groupes, des thèses globales sur la Neue Rechte en R.F.A. ne seront développées qu'à la fin de cet article.

### ***La culture politique en R.F.A.***

L'histoire de l'Allemagne se présente comme une histoire de révolutions ratées et étouffées. Contrairement à la France, le déclin du féodalisme n'a pas entraîné la liquidation de l'aristocratie par un acte révolutionnaire ; la bourgeoisie ascendante s'est accommodée de compromis avec les anciens détenteurs du pouvoir. En tant qu'ersatz, la bourgeoisie et surtout l'intelligentsia se sont emparées au début du XIX<sup>e</sup> siècle de l'idée de la nation. Mais

---

trices de la droite française, entre autres, comme correspondant à Paris de plusieurs journaux allemands. C'est ainsi qu'il a introduit assez tôt les thèses de la Nouvelle Droite (G.R.E.C.E.) en Allemagne. Bien qu'il soit un pur épigone de Carl Schmitt et qu'il critique par là les concepts populistes de la Neue Rechte allemande, Mohler s'engage à présenter, par exemple dans le quotidien *Die Welt* (sous le pseudonyme A. Madler), de temps en temps les revues et les idées de la Neue Rechte.

(3) L'idée d'une « troisième voie » a, en Allemagne, une tradition miroitante. Concernant les années d'après-guerre Rainer Dohse la décrit dans le livre *Der dritte Weg* (Hamburg, 1974). Cette notion existe aussi bien dans des parties de la doctrine social-chrétienne que chez les anthroposophes et également chez les « verts », qui se veulent ni de droite ni de gauche.

celle-ci, considérée par le peuple comme unité de tous les Allemands, a été réalisée d'en haut, à savoir par la fondation du « Reich » de Bismarck. La contradiction entre la notion de « nation » comme « peuple » et la notion de « nation » comme « Etat » traverse la pensée allemande jusqu'à nos jours et particulièrement la pensée de la droite. La « nation retardée » a d'autre part favorisé la conservation d'anciennes structures fédérales et décentralisées. La R.F.A. se divise en une série de petits centres culturels et économiques ; il lui manque le centre d'un « moloch » dominateur, comme Paris l'est pour la France. Ceci peut aussi expliquer l'émiettement de la culture politique en R.F.A.

L'histoire de la R.F.A. de l'après-guerre est dominée par la défaite du National-socialisme et du III<sup>e</sup> Reich. L'ombre d'Auschwitz, la division de l'Allemagne en deux Etats et le conflit Ouest-Est, symbolisé par la frontière allemande-allemande déterminent la culture politique allemande. Le consensus antifasciste de base de toutes les forces politiques a eu pour conséquence, après 1945, la constitution d'un Etat démocratique formé sur le modèle des démocraties de l'Ouest. Il est caractérisé par le système d'une démocratie parlementaire à structure fédéraliste et par un pouvoir central assez fort (démocratie de chancellerie). L'application de la Constitution écrite (qui n'a jamais été confirmée par plébiscite) est surveillée par un tribunal constitutionnel indépendant. Sur le plan administratif, un service de renseignements ayant pour fonction de protéger la Constitution, et soumis au ministère de l'intérieur, guette toute tendance extrémiste pouvant porter atteinte à la constitution et au système démocratique. Au cours des coalitions successives, les années d'après-guerre ont été dominées par la CDU de l'ère Adenauer. Sous sa tutelle autoritaire la R.F.A. a été intégrée dans l'O.T.A.N. et la frontière allemande-allemande est devenu l'un des principaux théâtres de la guerre froide. L'anticommunisme est ainsi devenu l'idéologie officielle de l'Etat. La reconstruction économique acharnée évitait une réflexion critique et plus profonde sur les atrocités du passé. Le miracle économique faisait ainsi oublier « l'incapacité à porter le deuil » (A. Mitscherlich). La réconciliation avec la France et l'intégration de la R.F.A. dans la communauté européenne donnaient, néanmoins, après les expériences catastrophiques de la II<sup>e</sup> Guerre mondiale, l'espoir d'une Allemagne meilleure.

La force des partis bourgeois côtoyait la faiblesse du mouvement ouvrier dont la principale aile politique, le parti social-démocrate (Sozialdemokratische Partei Deutschlands, SPD), s'est transformé, après la dissolution du parti communiste en 1956, en un parti populiste (programme de Godesberg, 1959). A la suite de la « révolte contre les pères » (mouvement

estudiantin, opposition extra-parlementaire en 1966-1967), le SPD, en coalition avec les libéraux (Freie Demokratische Partei, FDP), en 1969, a réussi à prendre le pouvoir, après avoir gouverné dans une phase intermédiaire avec les chrétiens-démocrates (Christlich-Demokratische Union, CDU). C'est seulement en 1982 que lui a succédé le gouvernement chrétien-démocrate de H. Kohl. Les premières années du gouvernement SPD du chancelier W. Brandt ont déclenché une vague de réformes et, grâce aux contrats signés avec Moscou, Varsovie et la R.D.A., apporté une détente dans le conflit Ouest-Est. Les années suivantes ont conduit, avec le début de la crise économique, à une stagnation de la politique social-démocrate et ont entraîné la « rupture », c'est-à-dire le changement du gouvernement. Parallèlement de « nouveaux mouvements sociaux » (fondation des « verts » en 1980, leur entrée au parlement en 1983) sont apparus et devenus un facteur politique pour le pouvoir établi. Ces nouveaux mouvements sociaux et ceux qui les précédèrent comme initiateurs de base, mouvement antinucléaire, mouvement écologiste, etc., sont à la fois influencés par un conservatisme spirituel, par des traditions chrétiennes/protestantes et par la nouvelle gauche : la révolte estudiantine, les groupuscules dogmatiques marxistes-léninistes, le mouvement anti-autoritaire, les squatters et la jeunesse contestataire. Les nouveaux mouvements sociaux et leur aile politico-parlementaire, les « verts », se distinguent qualitativement des anciennes traditions de gauche par une plus grande implantation dans la population, notamment dans les nouvelles couches moyennes issues de la prospérité économique de l'Allemagne d'après-guerre. Celles-ci, regroupant professions libérales, cadres moyens et petits entrepreneurs, se caractérisent non seulement par un revenu plus élevé, une plus grande mobilité sociale, une plus grande aspiration à la consommation, mais aussi par des liens affaiblis avec les instances traditionnelles de socialisation telles que la famille, l'Église, l'État et l'autorité. Depuis quelques années, on peut y observer un transfert des valeurs matérialistes aux valeurs post-matérialistes (qualité de vie, écologie, nature, « Heimat ») (4).

---

(4) Pour une vue globale sur la R.F.A. cf. : Thomas Ellwein, *Das Regierungssystem der BRD*. Opladen, 1983.

Pour la culture politique de la R.F.A. cf. : M. et S. Greiffenhagen, *Ein schwieriges Vaterland. Zur politischen Kultur Deutschlands*, München, 1979.

## *L'extrémisme de droite en R.F.A.*

### **La vieille droite**

Dû aux conséquences des bombardements des Alliés, de la capitulation de l'Etat national-socialiste, de la dissolution de son armée, de l'expulsion de la population allemande des régions de l'Est, de l'internement des anciens fonctionnaires du III<sup>e</sup> Reich, de la dénazification et du retour des prisonniers de guerre, il existait, après 1945, dans les zones de l'ouest de l'Allemagne, un immense potentiel d'environ 10 millions de réfugiés (*displaced persons*). Leur intégration dans le système culturel, économique et politique de la R.F.A. constitua à l'époque une énorme réalisation de la « reconstruction ».

Quant à l'extrême-droite reparaissant peu après la capitulation, les corps des anciens soldats et les réfugiés constituaient le principal public de son agitation nationaliste. D'une part ces corps formaient un large champ où pouvaient recruter ceux des activistes nationalistes qui refusaient d'accepter la défaite de la guerre, la chute du III<sup>e</sup> Reich et la condamnation qui les frappait pour avoir été du mauvais côté. Or, le parti socialiste du Reich (5) (*Sozialistische Reichspartei, SRP*), interdit en 1952 par le tribunal constitutionnel de la R.F.A., représentait, avec un important pourcentage d'anciens fonctionnaires national-socialistes, le modèle même d'une organisation héritant du NSDAP.

D'autre part, les organisations d'entraide aux victimes de guerre et réfugiés servaient pratiquement de potentiel naturel pour l'influence des idéologies de l'extrême-droite (6). Néanmoins ce potentiel, avec ses 1,35 million de voix obtenues par les partis de l'extrême-droite (6 %) lors des premières élections législatives, ne représentait pas un grand danger pour la nouvelle République.

En répondant habilement aux intérêts économiques des réfugiés, la politique gouvernementale, à l'aide de la proscription administrative et répressive des groupes de l'extrême-droite de la communauté de « tous les

---

(5) Pour l'histoire du postfascisme à travers l'exemple du SRP, cf. : O. Büsch, P. Furth, *Rechtsradikalismus im Nachkriegsdeutschland, Studien über die « Sozialistische Reichspartei »*, Opladen, 1957.

(6) Cf. R. Stöss, « Struktur und Entwicklung des Parteiensystems in der Bundesrepublik – eine Theorie », in : *Parteienhandbuch der Parteien der Bundesrepublik Deutschland 1945-1980*, par R. Stöss. 2 tomes, Opladen, 1984.

démocrates » parvint à pousser la vieille droite à la périphérie politique (7) où elle restera une minorité sans grande importance.

Le « camp de droite » issu de cette proscription se caractérise par une très forte filiation, par une intense solidarité interne, ainsi que par une large stigmatisation externe. L'ombre d'Auschwitz, renforcée par l'opinion publique des mass media, pèse de façon discriminatoire, et ceci pas seulement vis-à-vis des groupes qui se situent dans la tradition allemande nationale et conservatrice. Entre le « camp de droite » et le monde politique établi, existe un certain transfert d'idées. Toutefois des contacts publics ouverts à travers des hommes restent, en R.F.A., tabous.

De l'insignifiance politique du « camp de droite », au moins à partir des années 60, ont résulté des aspirations au remaniement et à la réorganisation. Une nouvelle variante du « nouveau nationalisme », se démarquant de plus en plus du vieux nationalisme, s'est développée au sein de la « communauté allemande » (Deutsche Gemeinschaft, à partir de 1965 : Aktionsgemeinschaft Unabhängiger Deutscher – « communauté d'action des Allemands indépendants » – DG/AUD). Ce nouveau nationalisme se fondait d'abord sur la réinterprétation des mouvements nationalistes de libération du tiers monde (Nasser en Egypte, conférence de Bandung en 1956), sur l'accentuation des idées « national-neutralistes » ainsi que sur les attitudes anti-étatistes. Partageant les mêmes préoccupations que la nouvelle gauche (mouvement de marche de Pâques contre les lois légitimant l'état de siège, campagne contre la guerre au Viêt-nam), la DG/AUD s'est de plus en plus orientée à gauche, trouvant ainsi un public nouveau dans l'entourage des initiatives de base contre les centrales nucléaires et dans le mouvement écologiste. Par conséquent elle s'est dissoute, en 1980, dans la première organisation des « verts » (8).

D'autres tentatives d'une jeune ou nouvelle droite apparaissent également au milieu des années 60, tentatives que n'ont pas influencées la DG/AUD ou d'autres groupes « national-neutralistes » (9).

Ces diverses ébauches de restructuration de l'extrême-droite ont été éclipsées par l'ascension du Parti national-démocrate d'Allemagne (Natio-

---

(7) L'insignifiance politique ne concerne ici que l'extrême-droite organisée dont le nombre de membres a diminué de 76 000 (1954) à 22 000 (1984). Par contre, le potentiel des attitudes antidémocratiques et d'extrême-droite au sein de la population allemande est estimé à 5-10 %.

(8) R. Stöss, *Vom Nationalismus zum Umweltschutz. Die Deutsche Gemeinschaft/Aktionsgemeinschaft Unabhängiger Deutscher im Parteiensystem der Bundesrepublik*. Opladen, 1980.

(9) Pour une vue globale des courants neutralistes dans l'Allemagne d'après-guerre cf. : R. Dohse, *Der dritte Weg*, op. cit.

naldemokratische Partei Deutschlands, NPD). Celui-ci a réussi à former sous la direction d'Adolf von Thadden, en utilisant l'appareil organisationnel du Parti allemand du Reich (Deutsche Reichspartei, DRP) dont les membres constituaient ses premiers effectifs, une coalition au sein de l'extrême-droite. Cette coalition a profité de la phase de changement socio-politique de la R.F.A. (cohabitation entre chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates, opposition extra-parlementaire de gauche). Défendant un programme de *law and order* bien dans la tradition de la politique allemande nationale de la République de Weimar (10), le NPD est entré, entre 1966 et 1968, dans sept des onze parlements des lands. Aux élections législatives fédérales de 1969 il a échoué avec 4,3 % (tout juste sous la barre des 5 % qui permet l'entrée au parlement).

Cet échec électoral, ajouté aux luttes internes pour la direction, et les campagnes massives menées contre le parti (menace de dissolution par le tribunal constitutionnel et stigmatisation pour néo-nazisme par les mass media), ont rapidement délabré cette coalition électorale de l'extrême-droite. Au nombre des causes de son déclin, il faut également signaler la radicalisation croissante des minorités au sein même du NPD (celle, par exemple, utilisant les symboles national-socialistes) et l'échec de la campagne menée par le NPD contre les contrats signés avec des pays de l'Est (action « résistance » en 1970). L'effectif de ses membres est passé d'environ 28 000 en 1969 à 6 000 en 1984 ; le NPD n'est parvenu à reconsolider ses effectifs que récemment. Lors des élections européennes (17 juin 1984) il a réalisé un score (important pour le NPD) de 0,8 %.

Cette évolution est due en partie à la polarisation croissante de l'extrême-droite : entre-temps, l'« union allemande populaire » (Deutsche Volksunion, DVU) fondée par l'éditeur « national » G. Frey, faisant concurrence au NPD, est devenue, avec 12 000 membres en 1984 (11), le groupe le plus important de l'extrême-droite organisée. La DVU ne participe pas aux élections mais elle regroupe au moyen de ses nombreuses sous-organisations, de sa librairie par correspondance, de ses colloques culturels et de ses distributions de médailles et de prix, le cercle des lecteurs de sa publication,

---

(10) Le Front national de M. Le Pen ressemble assez, avec son programme sécuritaire, au NPD des années 60. Contrairement aux études contemporaines, attachées aux luttes politiques de cette époque, aujourd'hui pratiquement personne n'essaie de situer le NPD dans la tradition linéaire du National-socialisme et du fascisme. Cf. : P. Dudek, H.G. Jaschke, *op. cit.* et R. Stöss, *Parteienhandbuch*, *op. cit.*

(11) Pour la DVU cf. : P. Dudek, H.G. Jaschke, *op. cit.* Les chiffres sont tirés du *Verfassungsschutzbericht* (rapport sur les activités extrémistes menaçant la Constitution). BMI, *Verfassungsschutzbericht* 1984. Bonn.



l'hebdomadaire *Deutsche Nationalzeitung*, publication la plus importante de l'extrême-droite (12). Le milieu des lecteurs de la *Deutsche Nationalzeitung* et des membres de la DVU est encore aujourd'hui imprégné des thèmes de la vieille droite (glorification et déculpabilisation du National-socialisme, racisme ouvert et anticomunisme militant). Sociologiquement il est caractérisé par le vieillissement de ses membres et activistes ainsi que par le manque de générations plus jeunes.

Le NPD se démarque de plus en plus et avec quelque succès de cette vieille droite par la modernisation de ses orientations programmatiques. Sous l'influence de son organisation de jeunesse (die Jungen Nationaldemokraten, JN) (13), organisation fondée en 1967 mais n'ayant obtenu une importance politique que pendant les années 70, le NPD adapte successivement les formules et les idées de la Neue Rechte. Ainsi, ses dernières esquisses d'un programme, comme par exemple le *Manifest 84* avec sa critique de l'oppression de l'identité nationale par le libéralisme capitaliste de l'Ouest et par le marxisme de l'Est, ressemblent parfois à ce qu'écrivent Hennig Eichberg (14) ou Alain de Benoist (15). Ici s'ouvre apparemment un nouveau champ d'influence pour les idées de la Neue Rechte.

---

(12) Pour l'histoire et l'idéologie de la *Nationalzeitung*, éditée depuis 1958-59 par Gerhard Frey (tirage en 1984 : 100 000 exemplaires) cf. : P. Dudek, H.G. Jaschke, *Die deutsche Nationalzeitung, Inhalte, Geschichte, Aktionen*. München : PDI-Taschenbuch n° 8, 1981.

(13) L'histoire et l'importance politique des JN sont analysées dans : P. Dudek, *Jugendliche Rechtsextremisten zwischen Hakenkreuz und Odalsrune 1945 bis heute*, Köln, 1985, p. 140-153.

(14) Hennig Eichberg, né en 1942, fut jusqu'à la fin des années 70 le principal théoricien de la Neue Rechte. Déjà comme écolier il était membre de divers groupes de l'extrême-droite. Eichberg a propagé, à partir de 1967, un nouveau nationalisme en R.F.A. Sous de nombreux pseudonymes (Hartwig Singer, Thorsten Sievers, Jan Fiebig, Ottokar), il a écrit pour des publications aussi bien de la vieille droite que de la nouvelle droite. Son concept d'un « ethnopluralisme », qui revendique « le droit des peuples à l'identité nationale et culturelle », a dans les années 70, succédé à la tentative théorique qui visait à fonder le nationalisme sur des résultats d'éthologie. Un recueil de ses articles politiques écrits jusqu'en 1977 se trouve dans : Hennig Eichberg, *Nationale Identität, Entfremdung und nationale Frage in der Industriegesellschaft*. München, 1978. Avec son article « Balkanisierung für Jedermann » (in : *Befreiung*, n° 19-20, 1080) Eichberg signale, par son plaidoyer presque anarchiste pour de petites unités régionales, un éloignement manifeste du milieu de la Neue Rechte.

(15) Alain de Benoist est, ces dernières années, un invité bien vu, et souvent vu, lors des colloques de l'extrême-droite allemande, par exemple au « Norddeutsche Forum » en avril 1985.

## La Neue Rechte

L'émergence d'une nouvelle génération de jeunes activistes, et l'acceptation croissante de la violence comme instrument politique sont rétrospectivement considérés comme les signes annonciateurs des changements de l'extrême-droite depuis la fin des années 60. Ainsi, la naissance d'une Neue Rechte intelligente de même que l'apparition de jeunes néo-nazis extrémistes sont les deux faces d'une même attitude contestataire dirigée contre la vieille droite tout autant que contre la « Société ». On peut en outre analyser le néo-nazisme (16) (dont les figures paternelles comme Busse, Schönborn, Roeder et Christophersen viennent de la vieille droite) dans le contexte théorique d'une contestation globale et « subculturelle » de la jeunesse. C'est ce qui se manifeste surtout dans les liens que les groupes néo-nazis entretiennent avec les groupes de hooligans, de skinheads et de bandes de jeunes. Or, ce néo-nazisme a peu de relations avec la Neue Rechte (17). Celle-ci, au contraire, se caractérise par un radicalisme verbal et un effort intensif afin de présenter une théorie scientifique cohérente.

---

(16) Le néo-nazisme de « jeunesse », dont les groupes sont animés par des activistes souvent âgés de moins de vingt-cinq ans et possédant un bas niveau scolaire, ne peut être ici analysé. Pour une toute première analyse cf. : Eike Henning, « Neonazistische Militanz und Rechtsextremismus unter Jugendlichen », in : *Schriftenreihe des Bundesministeriums des Innern*, tom 15, Stuttgart, 1982.

(17) Pour l'histoire de la Neue Rechte en R.F.A. il existe jusqu'à présent deux travaux : Günther Bartsch, *Revolution von Rechts ? Ideologie und Organisation der Neuen Rechten*. Freiburg : Herder, 1975. K.H. Pröhuber, *Die nationalrevolutionäre Bewegung in Westdeutschland*. Hamburg : DESG, 1980.

Les deux auteurs écrivent d'un point de vue sympathisant, voire partisan. Pröhuber appartient au milieu de la Neue Rechte ; Bartsch a des connaissances de détail et rédige de temps en temps des articles pour quelques publications de la Neue Rechte. La tentative de se placer, à travers l'adoption de la désignation « national-révolutionnaire », dans une tradition et dans la continuité directe avec des « national-révolutionnaires » de la République de Weimar, n'a été entamée qu'au début des années 70 et marque un glissement à gauche de ces groupes. Pour les « national-révolutionnaires » cf. : note 48. Un résumé plus récent, mais en forme d'essai non systématique vient d'Arno Klönne qui examine surtout les nouvelles tendances néo-conservatrices de la Neue Rechte. Arno Klönne, *Zurück zur Nation*. Köln, 1984. En utilisant les notions classiques de l'analyse marxiste orthodoxe, Reinhard Opitz et Martina Koelschitzky abordent l'idéologie de la Neue Rechte. En raison de la combinaison d'une analyse scientifique et de l'engagement politique (d'ailleurs exemplaire pour l'antifascisme traditionnel) leurs deux ouvrages sont à considérer avec précaution.

Reinhard Opitz, *Faschismus und Neofaschismus*. Frankfurt : Verlag Marxistische Blätter, 1984. 537 p.

Martina Koelschitzky, *Die Stimme ihrer Herren*. Köln : Pahl-Rugenstein, 1986. 124 p.

## L'histoire organisationnelle

De jeunes intellectuels (la plupart d'entre eux étaient des étudiants) ont commencé en 1960, dans des cercles de débat (par exemple le « cercle du jeudi » – Gonnerstagsrunde – à Hambourg, cercle auquel participaient Lothar Penz (18) et H. Eichberg) à se démarquer du vieux nationalisme viscéral. Penz a fondé en 1964 le *Junges Forum* (19), première revue autonome d'une jeune nouvelle droite. Des collaborateurs de la revue *Fragmente* y assistaient également pour essayer de formuler une nouvelle théorie de droite (20). A Berlin est né en 1964-65 le groupe « l'initiative de la jeunesse » (Initiative der Jugend) qui, fondé par S.Th. Frank (21), venait du « club démocratique » (Demokratischer Club – club conservateur de droite et orienté vers une politique « allemande »). Ce groupe est bientôt devenu le noyau de l'aile berlinoise de la Neue Rechte, qu'est la « coopé-

---

(18) Lothar Penz, né en 1931, ingénieur de profession, est un des théoriciens de la Neue Rechte. Il a fondé en 1964 la revue *Junges Forum* et développé pendant les années suivantes une « théorie solidariste » du « biohumanisme ». Cette théorie, influencée par Kolbenheyer, essaie de se placer comme troisième voie entre marxisme et capitalisme. En 1974, Penz a fondé le « mouvement solidariste populaire » (Solidaristische Volksbewegung, SVB), mouvement qui, en 1980, a adopté le nom « union des solidaristes allemands » (Bund deutscher Solidaristen, BDS). Penz s'est occupé dès le début des années 70 des questions d'écologie et a été membre des « verts » jusqu'à son exclusion formelle en 1983.

(19) *Junges Forum* paraît depuis 1964 mais irrégulièrement, en à raison de cinq/six fois par an. L'éditeur était au début le « cercle de travail *Junges Forum* » (Arbeitskreis *Junges Forum*) puis, à partir de 1972, les « éditions pour les études germano-européennes » (Verlag Deutsch-Europäischer Studien) de la DESG à Hambourg. La rédaction de la revue se compose en partie de solidaristes, mais *Junges Forum* offre, par ses articles assez variés, une vue globale de tout le spectre intellectuel de la Neue Rechte. Par là, elle est quasiment devenu l'organe théorique de la Neue Rechte. Son tirage varie autour de 400 exemplaires.

(20) *Fragmente*, revue semestrielle, fondée en 1963, vient du milieu des « compagnons – bündisch » (Bündische Gefährtschaft). Un de ses collaborateurs, G. Waldmann (pseudonyme) a, en tant que bon connaisseur de l'éthologie, participé aux discussions théoriques de la Neue Rechte.

(21) Sven Thomas Frank, né en 1943, réfugié de la R.D.A., a, à partir de 1964, poursuivi ses études en sciences politiques à Berlin et est devenu ainsi un expert pour les « questions allemandes » de la Neue Rechte. Sous le pseudonyme Alexander Epstein, il a formulé les stratégies qui défendent des positions national-révolutionnaires. C'est sous son influence que l'APM a publié, de 1971 à 1980, un petit tract régulier destiné aux écoliers, le *Rebell* et, de 1972 à 1980, la revue plus théorique *Ideologie und Strategie*, toutes deux des publications semestrielles. Pendant ces dernières années, Frank, qui a également collaboré au « groupe de travail sur la politique allemande » (AG Deutschlandpolitik, animé par la liste électorale « verte/alternative » de Berlin) a travaillé comme coordinateur d'un programme qui prône une confédération allemande pour assurer la paix. Pour le concept d'une confédération allemande cf. : Wolfgang Venohr, *Ohne Deutschland geht es nicht*. Krefeld, 1985.

ration extra-parlementaire » (Außerparlamentarische Mitarbeit, APM) qui, jusqu'à présent, apporte à l'idéologie de la Neue Rechte le modèle d'un socialisme « allemand » (dans la tradition prussienne) et un concept pour une politique allemande : réunification des deux Allemagnes. Une autre tendance de la jeune droite s'est développée à partir de « l'action Europe » (Aktion Kennwort Europa), fondée en mars 1964, qui a fait paraître plus tard le mensuel *MUT* sous la direction de Bernhard C. Wintzek (22).

Pendant la deuxième moitié des années 60, de jeunes écrivains avec de nouvelles idées de droite ont accru leur influence. C'est essentiellement Arthur Erhardt, sorte de père spirituel pour toute une partie de la Neue Rechte, qui a permis à ceux-ci de se livrer, dans sa revue *Nation Europa* (23), à des attaques violentes contre la vieille droite. Le *Deutsche Studentenanzeiger* (gazette allemande estudiantine, DSA) (24), publié par Peter Dehoust et Henning Jäde (25), et le journal estudiantin *actio* (26)

---

(22) Bernhard C. Wintzek, né en 1943, pédagogue, est le fondateur de la revue mensuelle *MUT* (= courage). Il s'est orienté d'abord vers les concepts européens formulés par Jean Thiriart (cf. : Jean Thiriart, *Un empire de 400 millions d'hommes : l'Europe*. Bruxelles, 1964). Vers la fin des années 60, *MUT* s'est rapprochée du NPD (surtout pendant l'action « résistance » contre les « contrats d'Est ») pour propager dans les années 70, des idées anticommunistes et d'extrême-droite dans les mouvements écoliers. Depuis, *MUT* est devenue la charnière la plus importante entre l'extrême-droite et un néo-conservatisme (chrétien), et y fonctionne comme multiplicateur des idées de la Neue Rechte. La coopération de nouveaux auteurs (entre autres le théoricien du conservatisme, Gerd-Klaus Kaltenbrunner, né en 1939) et l'orientation vers des thèmes comme la « question nationale », le mouvement antinucléaire pacifiste ou encore l'écologie reflètent un net déplacement vers les nouveaux mouvements sociaux.

(23) Arthur Erhardt, né en 1896 et décédé en 1971, fut avant la Première Guerre mondiale un militant de la « jeunesse – bündisch » (Bündische Jugend) et a travaillé plus tard comme instituteur et lecteur dans une maison d'édition de livres militaires. Influencé par le concept eurofasciste (de la Waffen SS), il fonda en 1951 le mensuel *Nation Europa*, soutenu par des eurofascistes comme O. Mosley. Après sa mort, Peter Dehoust, né en 1943, a continué à publier cette revue. *Nation Europa* avec un tirage de 10 000 exemplaires en 1984, touche un public qui vient pour l'essentiel de la vieille droite. Grâce à ses trente-cinq ans d'existence et grâce à la variété de ses positions politiques, *Nation Europa* est devenue la revue la plus importante dans le « camp de droite ».

(24) Le *DSA* paraissait de 1961 à 1978, quatre-cinq fois par an, avec un tirage de 4 000 exemplaires. Il était l'un des plus importants organes de l'extrême droite dans la ligne du NPD. Le *DSA* s'est transformé en 1978 en la revue conservatrice *Student*.

(25) H. Jäde, né en 1948, licencié en droit, défend en qualité d'auteur pour les revues *MUT*, *DSA* et *Nation Europa* un étatisme de « jeunesse » qui se place dans la tradition de Carl Schmitt et d'E. Forsthoff.

(26) *Actio*, revue estudiantine de la « fédération estudiantine allemande pour une politique d'Est » (Ost-politischer Deutscher Studentenverband, ODS) qui s'appelle aujourd'hui « fédération estudiantine – gesamtdeutsch » (Gesamtdeutscher Studentenverband,

sont également devenus des lieux de discussion pour la Neue Rechte.

Wolfgang Strauss (27) a donné, à la Neue Rechte en train de se former, une impulsion théorique importante. Selon lui, les révoltes dans les pays de l'Est comme les mouvements de libération, sont toujours portés par un fort sentiment de nationalisme.

Quoiqu'ils entretiennent des liens étroits avec la vieille droite, notamment avec le NPD, les activistes de la Neue Rechte s'abstiennent d'un engagement partisan et s'organisent plutôt en cercles de débat locaux et autour d'initiatives de base. Les « cercles de la Sababurg » (Sababurgunden), qui ont lieu depuis 1967 tous les six mois, y servent de forums de discussions sans être destinés exclusivement à la Neue Rechte. Ils sont, depuis 1972, institutionnalisés dans « l'association pour les études germano-européennes » (Deutsch-Europäische Studiengesellschaft, DESG) et fonctionnent depuis peu de temps (1985) comme centre de coordination pour la Neue Rechte (28).

Après une alliance temporaire avec la vieille droite (pour protester contre les « contrats de l'Est »), des groupes de la Neue Rechte ont, pour la première fois en 1972, essayé de se doter d'une propre organisation fédérale. En 1972, S. Pöhlmann, ancien président du groupe bavarois du NPD, fonda, en rupture avec celui-ci, l'« Aktion Neue Rechte », ANR, dont le manifeste fondateur a été rédigé par H. Eichberg. D'autres activistes de la Neue Rechte y occupèrent des fonctions importantes, mais, minoritaires, ils ne parvinrent pas à s'en assurer la domination. Après avoir quitté l'ANR, les groupes de la Neue Rechte ont fondé, au début 1974, « l'organisation national-révolutionnaire de reconstruction » (Nationalrevolutionäre Aufbauorganisation, NRAO). C'est à partir de celle-ci que se sont constitués, la même année, le groupe national-révolutionnaire « la cause du peuple/

---

GSV ; cf. note 64), est parue entre 1965 et 1970. A partir de 1968-69, H. Eichberg, S.T. Frank et Meinrad (pseudonyme) y ont collaboré comme théoriciens de la Neue Rechte.

(27) Wolfgang Strauss, né en 1931, d'abord membre du SPD, puis ensuite du NPD (de 1966 à 1969), a été de 1969 à 1977 un important activiste du groupuscule nationaliste de gauche, le « parti ouvrier indépendant » (Unabhängige Arbeiterpartei, UAP), qui fut conduit par Strauss vers une ligne théorique national-révolutionnaire. W. Strauss, expert pour les questions de l'Europe de l'Est, a développé un concept de « nationalisme de libération » (Befreiungsnationalismus), qu'il propage dans maintes publications. Son livre *Trotz alledem — wir werden siegen* a fortement influencé les conceptions stratégiques de la Neue Rechte.

(28) La DESG est liée aux éditions « Verlag Deutsch-Europäischer Studien GmbH » qui publie la revue *Junges Forum*. Depuis 1985 il existe un bulletin interne, le mensuel *DESG-Inform*, publié par l'expert économique de la Neue Rechte, Klaus Dieter Ludwig (né en 1934). Celui-ci, par la diversité de ses positions idéologico-politiques, est très représentatif de la Neue Rechte en R.F.A.

organisation national-révolutionnaire de reconstruction » (Sache des Volkes/Nationalrevolutionäre Aufbauorganisation, SDV/NRAO) (29) et le « mouvement solidariste populaire » (Solidaristische Volksbewegung, SVB), devenu en 1980 « l'union des solidaristes allemands » (Bund Deutscher Solidaristen, BDS) (30).

Avec le déclin de l'ANR et sa scission en deux organisations, la Neue Rechte, qui comptait en 1970, 1 000 membres et environ 5 000 sympathisants, a dépassé son point d'apogée organisationnelle. Dans les années suivantes, son unité temporaire a éclaté en une série de groupuscules, de projets d'édition, de cercles de débat. Ainsi, autour de l'année 1980, de nouveaux groupes « gauchistes » sont nés de la Neue Rechte, groupes formés d'une nouvelle génération de jeunes activistes.

De la discussion programmatique de la SDV et stimulé par la revue d'orientation socialiste *laser*, naquirent, en 1980, le « comité national-révolutionnaire de coordination » (Nationalrevolutionärer Koordinations-ausschuß, NR-KA) et sa revue *Aufbruch* (31). Ce groupe représente dans la réalité politique de la R.F.A. une fusion unique entre gauche et droite, ses membres venant à la fois du « camp de droite » et des groupuscules marxistes-léninistes.

Quelques activistes, de jeunes national-démocrates (Junge Nationaldemokraten, JN), ont quitté vers la fin des années 70 leur organisation-mère pour fonder en Rhénanie-Palatinat la revue *wir selbst* (32). Malgré de

---

(29) La SDV, qui aujourd'hui n'a qu'une existence formelle, a copié sa structure organisationnelle sur le modèle des groupes marxistes-léninistes (parti de cadres, secrétariat central). Son organe théorique est la revue *Neue Zeit* qui existait déjà sous l'ANR et qui, depuis 1979, a pris son autonomie. Après des glissements à gauche, elle sert de nouveau aujourd'hui de forum pour la Neue Rechte national-révolutionnaire.

(30) Les « solidaristes » avaient comme organe, entre 1974 et 1980, la revue semestrielle *Sol*. Depuis 1981 le petit nombre de ses membres collabore à la revue *Neue Zeit*, participe aux activités de la DESG ou travaille dans de nouveaux mouvements sociaux.

(31) La revue semestrielle *Aufbruch*, avec un tirage de 800 exemplaires paraît depuis 1981 et est l'organe doctrinal du NR-KA. Cette revue se désigne comme radicale de gauche et « national-communiste ». Elle se préoccupe (avec une forte prétention scientifique) des courants national-révolutionnaires, « national-communistes » et « national-bolchevistes » de la République de Weimar et manifeste, ces derniers temps, un éloignement radical vis-à-vis de l'anticommunisme du « camp de droite » ; son slogan « paix avec l'U.R.S.S. » est d'ailleurs explicite à cet égard. Mis à part des tendances théoriques nationalistes, cette revue, dans et par son ton, son style et ses thèses (nécessité de la lutte des classes), ne se distingue guère des publications éditées par les groupuscules marxistes-léninistes.

(32) *Wir selbst*, fondée en 1979, paraît tous les deux mois et s'autodésigne comme nationaliste de gauche. En 1985 le tirage s'élevait à 5 000 exemplaires. *Wir selbst* diffuse par ce moyen ses conceptions, orientées autour de questions comme le « problème allemand »,

communes origines personnelles et organisationnelles, et malgré des convergences idéologiques avec la Neue Rechte, il n'est plus possible de considérer que ces deux groupes, autour d'*Aufbruch* et de *wir selbst*, appartiennent à la Neue Rechte. Ils se situent dans une sorte de no man's land, dans une zone frontalière diffuse entre traditions nationalistes de gauche et de droite, et entre le « camp de droite » et les nouveaux mouvements sociaux.

Autour de la discussion des idées de la nouvelle gauche, la plupart des groupes de la Neue Rechte ont fait, dans les années 70, un pas vers les nouveaux mouvements sociaux (initiatives de base, mouvement écologiste et antinucléaire, mouvement pour la paix) (33). Vers la fin des années 70, les activistes de la Neue Rechte ont collaboré avec des groupes de gauche, des groupes non politiques et des groupes conservateurs, pour soutenir la constitution des coalitions électorales formées autour des listes « verts-alternatifs ». Ainsi ils ont influencé la fondation et le programme des « verts » (34). C'est le cas de K.D. Ludwig, par exemple, qui, dans *Neue Zeit* (n° 1, 1980), a appelé la Neue Rechte à coopérer avec le parti des « verts » nouvellement formé. Mais dès le numéro 2 (1984), il signale la rupture avec le parti écologiste qui est prétendument noyauté par la gauche et donc sur un mauvais chemin. Aujourd'hui, en raison d'une forte pression (35), tous les courants de la Neue Rechte se sont retirés du parti des

---

le régionalisme, les minorités et les mouvements de libération nationale, et vise un public que l'on pourrait situer dans les régions frontalières entre Neue Rechte et nouveaux mouvements sociaux.

(33) Cf. : Wolf Schäfer (éditeur), *Neue soziale Bewegungen : Konservativer Aufbruch in buntem Gewand ?* Frankfurt, 1984.

(34) La notion de « Wertkonservatismus » (conservatisme spirituel, ou « axiologique ») désigne, à la différence du conservatisme politique et réactionnaire, l'attitude consistant à accentuer la qualité de la vie humaine dans des valeurs comme « Heimat », « environnement intact », « alimentation saine », « protection de la vie »...

Derrière ces utopies d'une réconciliation de l'homme avec la nature se dissimule une longue tradition qui, par la Révolution Conservatrice, le mouvement de jeunesse et la « réforme de vie » renvoie au romantisme allemand. Dans cet article, nous ne traiterons pas de ces groupes conservateurs contemporains. Tous présentent des convergences idéologiques avec les idées de l'extrême-droite. Pour une vue globale, surtout en ce qui concerne l'influence de ces groupes sur les « verts », cf. : L. Klotzsch, R. Stöss, « Die Grünen », in : *Parteienhandbuch*, op. cit.

(35) Déjà vers la fin des années 70, plusieurs groupes du mouvement alternatif avaient mis en garde l'opinion publique contre les « couleurs brunes » au sein des « verts ». Ceci a eu pour conséquence la publication de documents tels que : *Rechte Grüne ? Zwischenbericht der Kommission « Rechtsextreme Unterwanderung der Grünen und nahestehender Vereinigungen der Grünen in Baden-Württemberg »*, Stuttgart, 1982.

Une deuxième conséquence a été toute une série de procès d'exclusion engagés contre les activistes de la Neue Rechte.

« verts », sans toutefois abandonner le milieu des nouveaux mouvements sociaux, représentant toujours pour eux un public potentiel.

Parallèlement, et au travers de contacts réciproques, des tendances plutôt néo-conservatrices et néo-droitières se constituent depuis la fin des années 70 tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du « camp de droite ».

Parmi celles-ci il faut signaler le séminaire « Thule », que dirige Pierre Krebs (né en 1946) ; il est apparu pour la première fois au grand public en 1981 avec la publication (conjointement avec les éditions Grabert, considérées comme d'extrême-droite) du livre *Das unvergängliche Erbe — Alternativen zum Prinzip der Gleichheit* (l'héritage éternel — alternatives contre le principe de l'égalité). Par cette publication, le séminaire « Thule » se révèle être une succursale allemande de la Nouvelle Droite. Or, parmi les publications du séminaire apparaissent aussi les traductions allemandes des écrits d'Alain de Benoist. Néanmoins, on ne peut constater une structure organisationnelle outrepassant l'activité éditoriale. Mais, depuis l'été 1986, un premier numéro de ce qui se présente comme l'édition allemande d'*Éléments* est diffusé par « Thule ». Dans ce numéro on trouve à côté d'Alain de Benoist, des auteurs tels que G. Faye et J. Freund, des conservateurs (telle Sigrid Hunke) (36) et le collaborateur de la revue *Neue Anthropologie*, Detlev Promp (37).

Sous l'influence du rédacteur en chef Hans-Dietrich Sander (jusqu'au début 1986) la revue *Deutsche Monatsblätter* (issue en 1982 des *Klüter-*

---

(36) Sigrid Hunke, née en 1913, publie depuis trente ans des textes de tradition populiste (völkisch) d'une libre religiosité (freireligiös). De 1971 à 1983 elle fut la vice-présidente de la communauté religieuse libre et non chrétienne, les « Deutsche Unitarier ». En 1985 elle a reçu le prix culturel « Schiller » de la part de l'organisation culturelle « œuvre culturelle allemande de l'esprit européen » (Deutsches Kulturwerk Europäischen Geistes, DKEG) que l'on peut situer au sein du « camp de droite ».

(37) Cette revue trimestrielle luttant pour « l'hérédité et la responsabilité » est éditée depuis 1972 par l'« association pour l'anthropologie biologique, l'eugénique et l'ethnologie » (Gesellschaft für biologische Anthropologie, Eugenik und Verhaltensforschung). Le scientifique G. Rexelius démontre dans son analyse critique (des années 1973-1979) de la revue *Neue Anthropologie*, que celle-ci essaie de se donner l'image moderne d'une revue sérieuse et scientifique. Ceci en employant la manipulation habile d'opinions, la sélection d'informations officielles, non suspectes et officieuses, ainsi que des techniques pour donner aux suppositions idéologiques une apparence scientifique. G. Rexelius, in : *Psychologie und Gesellschaftskritik*, n° 13-14, 1980.

Les recherches sur la question idéologique de premier ordre « hérité ou acquis ? » appartiennent au catéchisme idéologique de l'extrême droite. De même la défense fondamentale de sa propre race — du propre peuple. Or, lors de la formation de la Neue Rechte dans les années 70, ces questions jouaient aussi un rôle considérable pour fonder les concepts d'un nouveau nationalisme.



*Blätter* et du *Politischer Zeitspiegel* et publiée par les éditions *Türmer de Sudholt*) est devenue un forum conservateur ambitieux. Ouverte aux opinions conservatrices ainsi qu'aux idées de la *Neue Rechte*, cette revue a subi la même transformation que le mensuel *MUT*, qui défend aujourd'hui plutôt une tendance conservatrice-chrétienne.

Autour du NPD (surtout dans les publications des jeunes national-démocrates et dans la revue estudiantine du NPD, le *NHB-Report*) l'on discute et propage les idées et concepts de la *Neue Rechte*.

Plusieurs des personnalités établies telles que Wolfgang Venohr, les universitaires Arndt, Diwald et Willms agissent comme propagandistes d'un nouveau nationalisme (cf. : A. Klönne, note 17) et ceci partiellement dans le courant théorique de la *Neue Rechte*. Ce sont surtout les éditions *sinus* (38), fondées en 1976, qui publient dans leur série « d » de telles thèses.

On peut décrire la *Neue Rechte* comme le rassemblement d'une multitude de groupuscules subculturels (qui agissent en marge des partis électoraux établis), de projets journalistiques et de « maisons » d'éditions (39). Historiquement, l'émergence de la *Neue Rechte* est d'une part en rapport avec l'état désastreux d'une extrême-droite idéologiquement devenue anachronique. D'autre part, la *Neue Rechte* est aussi la conséquence de l'ère d'après-guerre (Adenauer). Le conflit de générations a entraîné chez les jeunes de la *Neue Rechte* un rapprochement subreptice avec la nouvelle gauche, née parallèlement. Cette orientation (la gauche comme modèle et comme ennemi) a provoqué de nouvelles réflexions créatrices et un glissement des groupes de la *Neue Rechte* vers la frontière extrême du « camp de droite », allant jusqu'aux fusions droite-gauche. Par là, et influencée par les changements sociaux des années 70, est devenue possible la découverte d'un nouveau public dans les nouveaux mouvements sociaux. Néanmoins les efforts pour construire une organisation électorale autonome, capable d'entrer en coalition avec d'autres groupes, ont connu des échecs. De plus, l'espoir un temps entretenu d'influencer de façon décisive le nouveau parti écologiste s'est dissipé. Les groupes de la *Neue Rechte* ont toujours sympathisé avec les courants fondamentalistes

---

(38) Derrière les éditions *sinus* se trouve Michael Vogt et l'« association pour la promotion des publications et de la formation culturelles et scientifiques ». Une association analogue avait, déjà en 1978, publié le livre d'Eichberg *L'identité nationale* chez les éditions renommées *Langen-Müller*. *Sinus* a publié entre autres des livres sur la Révolution Conservatrice (Niekisch), sur le concept d'une réunification allemande (Venohr) ainsi que d'Alain de Benoist.

(39) Il faut compter au nombre des éditions du milieu de la *Neue Rechte*, outre le *Grabert-Verlag* (séminaire « Thule »), et l'*Arndt-Verlag* (BHJ), les éditions *sinus* avec sa série « d ».

agissant au sein des « verts », et lutté contre l'importance croissante de son courant majoritaire rallié à la « realpolitik ». Ces dernières années on assiste à la cristallisation d'une politique de rassemblement des différentes tendances de la Neue Rechte. Lequel rassemblement est coordonné par la DESG et son bulletin *DESG-Inform*, et se manifeste par exemple dans une multitude de colloques (« cercles de la Sababurg », « rencontre de Cologne », « cercle de Göttingen », « l'œuvre de jeunesse national-européenne »-National-europäisches Jugendwerk, le « séminaire allemand », le « mai palatinat »-Kurfälzer Mai) qui ont un public assez varié venant de l'intérieur comme de l'extérieur du « camp de droite ».

### L'idéologie de la Neue Rechte

L'idéologie de la Neue Rechte (diversement accentuée selon les groupes) s'est développée depuis 1965 étape par étape. Mais elle se laisse essentiellement définir comme anti-égalitaire et nationaliste.

Au début, le centre d'intérêt consistait dans la nécessité de se démarquer du nationalisme viscéral de la vieille droite et de se distinguer, par la critique, des pères national-socialistes enfermés dans le révisionnisme, la déculpabilisation des crimes national-socialistes et la persistance dans l'idée d'un III<sup>e</sup> Reich. Ensuite, les théoriciens de la Neue Rechte ont essayé de fonder leur nationalisme sur des arguments scientifiques. Pour les jeunes activistes qui, du fait même de leur âge, n'avaient pas été impliqués dans la période du National-socialisme, le point de départ quasi naturel était la question nationale, rendue urgente par la division de l'Allemagne. Ils renouaient avec les concepts d'un « Eurofascisme » formulés dans la revue *Nation Europa* (40), et que l'on pouvait aussi trouver en France chez les jeunes activistes d'*Europe Action* et de la F.E.N. (Fédération des Etudiants Nationalistes, fondée en 1960). Ces concepts, à la différence des traditions venant en ligne directe du National-socialisme, se fondent sur une notion de race beaucoup plus large (race occidentale, race européenne). Traduit littéralement et importé de la F.E.N. par Henning Eichberg, le premier « cri de guerre » de la Neue Rechte, « le nationalisme c'est le progrès » (41),

---

(40) Le concept du « nationalisme européen » remplaçant le « neutralisme national » jusqu'alors répandu dans le « camp de droite » exigeait une accentuation des spécificités ethniques des peuples et de leurs régions. Sur ces spécificités était censée se construire une « Nation Europe » d'une grande « race européenne » qui pouvait clairement se démarquer des autres « races ».

(41) Cf. : H. Eichberg, « Nationalismus ist Fortschritt », *Junges Forum*, n° 1, 1967.

essayait justement de rompre avec l'attitude défensive de l'extrême-droite d'après-guerre et prônait, sur la base d'un nationalisme européen, l'unité et la défense de l'Occident, tout en acceptant les spécificités nationales des diverses nations et régions. Ce concept a été lié, en ce qui concerne l'Allemagne, à la lutte contre l'oppression culturelle et militaire exercée par les occupants de l'Ouest et de l'Est, ainsi qu'à la revendication de la réunification des deux Allemagne. Le « nationalisme de libération », notion développée par W. Strauss dans ses analyses des mouvements de résistance dans les pays de l'Est (17 juin 1953 en R.D.A., révolte en Hongrie en 1956, « printemps » de Prague en 1968), était dans la théorie de la Neue Rechte une figure de pensée dominante. Ce « nationalisme de libération » se fonde sur l'affirmation que les révoltes populaires et les mouvements de résistance ne sont pas a priori un reflet des problèmes sociaux (comme la faim ou la pauvreté) mais expriment surtout des aspirations nationales (contre un statut d'occupation, une domination étrangère) (42). Cette orientation doctrinale peut être universalisée et s'applique autant à la politique intérieure qu'à la politique extérieure. Vers l'extérieur, le « nationalisme de libération » sert à se démarquer des idées internationalistes et universalistes de la gauche, et permet d'interpréter les mouvements de libération dans le tiers monde. Ainsi la lutte de libération des peuples contre la domination impérialiste est-elle vue comme un mouvement national qui dépasse les différences de classes. Même les courants autonomistes et régionalistes en Europe (Basques, Irlandais, Corses...) sont, dans ce modèle, définis comme mouvements de libération ethniques (ou « *völkisch* »).

Vers l'intérieur, les théoriciens de la Neue Rechte interprètent la question nationale en R.F.A. sur le même modèle. Dans cette perspective ils prônent la lutte contre l'occupation et contre la domination étrangères à la fois en R.F.A. et en R.D.A. L'objectif politique est la revendication de la réunification et de l'autodétermination de la nation allemande par ses habitants. C'est ce qui est exprimé dans le slogan de l'« impérialisme vodka-cola » (43), slogan habile et répandu même au-delà de la Neue Rechte qui dénonce l'idéologie *one world* des multinationales.

---

(42) Comme exemple plutôt surprenant pour certifier sa thèse du « nationalisme de libération », W. Strauss cite la lutte de l'U.R.S.S. contre l'invasion national-socialiste. Cette lutte ne connut, d'après Strauss, de succès qu'au moment où, au bord de la défaite, elle fut appelée la « grande guerre pour la patrie ». Cf. : W. Strauss, *Trotz alledem – wir werden siegen*, op. cit.

(43) Ce slogan, par son caractère diffus (chez la Neue Rechte il manque par exemple la question de la coopération de l'impérialisme allemand avec les multinationales) est largement répandu, aussi bien en France que dans le reste de l'Europe. Il faut signaler que les

## L'image de l'homme

Cette « image réaliste de l'homme », au centre de l'idéologie de la Neue Rechte, se tourne contre les conceptions universalistes du libéralisme (capitaliste) et du marxisme (44) pour leur opposer le « droit de l'homme à la différence ». Cette différence est essentiellement déterminée par l'héritage génétique et ethnique. De là, la Neue Rechte ne conclut pourtant pas à la supériorité de certains hommes ou de certains peuples, comme le fait le racisme ordinaire de la vieille droite. Elle défend le droit à une spécificité individuelle et sociale : « le droit à l'identité nationale ». Le nationalisme y est défini comme besoin fondamental, besoin qui cherche « l'intégration vers l'intérieur et la démarcation — culturelle et géographique — vers l'extérieur » (H. Eichberg, in : *Junges Forum*, n° 3, 1968). Les thèses propagées par les éthologues K. Lorenz et I. Eibl-Eibesfeld, les « analyses » de psychologues comme Eysenck et Jensen ont été utilisées au début des années 70 afin de légitimer de manière « scientifique » cette aspiration profonde du nationalisme. Ce recours scientifique à des « résultats » de l'éthologie se rencontre, encore aujourd'hui, sous la plume de maints doctrinaires de la Neue Rechte (45).

Depuis le milieu des années 70, c'est autour de l'ethnopluralisme (46), mis au point et diffusé surtout par H. Eichberg, que se recentre le débat idéologique, jusqu'à devenir le principal argument « scientifique » destiné à fonder et légitimer les thèses de la Neue Rechte. L'idée ethnopluraliste, qui se présente comme critique de l'ethnocentrisme et de l'aide (égoïste) aux pays sous-développés, implique la revendication du droit de chaque peuple

---

groupuscules marxistes-léninistes, en R.F.A., se préoccupent également du problème de la question nationale. Ceci explique en partie les fusions droite-gauche telles que le NR-KA (cf. note 31). Pour une vue globale cf. P. Brandt, H. Ammon, *Die Linke und die nationale Frage*. Reinbek, 1981 et : ZK der KPD/ML, *Deutschland dem deutschen Volk*. Kiel, 1974.

(44) Le néopaganisme, le mythe celtique et l'antijudéo-christianisme de la Nouvelle Droite ne jouent pas un très grand rôle dans l'idéologie de la Neue Rechte et sont parfois même vivement critiqués. Mais il faut remarquer qu'un nombre assez élevé d'activistes gauchistes de la Neue Rechte s'engagent dans la communauté quasi religieuse des « Unitarier » (cf. note 36). Pour la Neue Rechte le substitut religieux, c'est la redécouverte du mythe. Cf. : K. Höffkes, *Wissenschaft und Mythos*. Tübingen : Grabert, 1983. Mais ce recours est, pour la Neue Rechte, beaucoup plus marginal que pour la Nouvelle Droite. La Neue Rechte se situe plus dans la tradition d'une conception prussienne-allemande de la politique, conception dans laquelle la lutte culturelle représente plutôt un problème périphérique.

(45) Pour l'éthologie, cf. les quatre livres de poche parus dans la série « Junge Kritik » entre 1970 et 1978 (à Hambourg).

(46) Cf. : H. Eichberg, « Ethnopluralismus », *Junges Forum*, n° 5, 1973.

à une évolution spécifique et nationale. C'est pourquoi, à la place des spécificités racistes, les spécificités dites culturelles et nationales sont systématiquement exaltées. Dans cette configuration idéologique la notion de « peuple » (Volk) devient une catégorie romantique et populiste susceptible de fonder la résistance de ceux du bas de l'échelle sociale contre ceux d'en haut, c'est-à-dire la résistance des peuples opprimés contre la tutelle impérialiste des superpuissances (47). Cet ethnopluralisme « anti-impérialiste » est complété par un ethnopluralisme dirigé vers l'intérieur : la découverte des minorités et la différenciation des peuples en sous-groupes régionaux. La Neue Rechte propage, dans les années 70, les valeurs de la « Heimat » et la « région », les valorisant comme petites unités conformes aux besoins de l'homme et comme subdivisions naturelles de la nation (48).

## L'économie

Sur les problèmes d'une réorganisation des structures économiques et sociales, la Neue Rechte fournit peu de propositions présentant un intérêt théorique. Même si le manifeste de l'ANR (1972) (l'auteur en étant H. Eichberg) recourt souvent à la notion de « socialisme », celui-ci n'est défini que par des allusions globalisantes telles que « priorité au travail » (Arbeit geht vor Kapital), « l'économie au service du peuple » ou encore « solidarité avec les faibles et pauvres économiques ». Le point de départ de toutes ces réflexions sur une constitution sociale d'une société est la notion de « Leistungsgemeinschaft », que l'on pourrait traduire par le terme « méritocratie ».

Cette « méritocratie », sous les conditions d'une planification étatique (« primat de la politique »), prétend réaliser les buts suivants :

- l'égalité des chances,
- la mobilité sociale, c'est-à-dire la possibilité d'une promotion sociale,
- le maintien de la liberté économique, de l'initiative privée et d'une économie dynamique.

---

(47) Cf. note 14. La plupart des groupes de la Neue Rechte (à l'exception de ceux aux tendances néo-conservatrices) défendent une notion populiste de « peuple » et un nationalisme « völkisch ». Les concepts élitistes et étatistes sont relégués au second plan malgré l'affirmation fondamentale de l'Etat (primat de la politique).

(48) Avec cette argumentation, la Neue Rechte acquiert un nouveau public social parmi les mouvements régionalistes nés ces dernières années. Vu de façon exagérée, on pourrait même dire que dans la notion de « Heimat » (notion qui englobe à la fois la Patrie, le pays d'origine, l'appartenance ethnique et le sentiment d'être « enraciné ») la Neue Rechte et la nouvelle gauche se rencontrent.

C'est également sur la « méritocratie », l'inégalité entre les hommes et la planification étatique que se fonde l'un des rares essais d'une théorie économique dotée d'une certaine cohérence logique. Son auteur, K.D. Ludwig (49), recourt à l'inégalité biologique entre les hommes pour en déduire les hiérarchies « organiques » économiques et les légitimer. Selon lui, un Etat fort a le devoir, par le moyen de la planification, de diriger l'évolution de la société et de stimuler l'économie, ceci vers l'extérieur (c'est-à-dire en concurrence avec les pays étrangers) aussi bien que vers l'intérieur. La propriété des moyens de production est contenue pour empêcher une monopolisation des richesses ; toutefois elle doit exister pour encourager l'initiative privée. A titre de modèle pour un accord entre le travail et le capital (toujours sous la prémisse de la « méritocratie ») Ludwig propose une structure hiérarchique et corporatiste des entreprises dont la direction serait élue à la fois par les ouvriers et les détenteurs du capital.

Les courants de gauche de la Neue Rechte, tels les national-révolutionnaires autour de la SDV, se sont, à partir du milieu des années 70, éloignés de ce modèle d'une société corporatiste, trop proche selon eux de la « NS-Volksgemeinschaft » (la communauté du peuple du National-socialisme). Ils essayèrent, par contre, d'élaborer la notion d'un vrai socialisme dans le modèle « national-gauchiste » d'une « penta-révolution ». Cette révolution en cinq parties – du moins telle était sa prétention – serait une révolution à la fois nationale, socialiste, écologique, culturelle et démocratique, chaque composante étant de même importance (cf. le programme de la SDV de 1978 ou la plate-forme du NR-KA de 1981).

Deux courants théoriques se sont cristallisés durant les deux dernières années :

– le groupe autour de la revue *wir selbst* qui soutient et s'approprie les modèles qui prévoient la nationalisation d'une partie des moyens de production réorganisés sous la forme de coopératives d'entreprises. Ce modèle a été défini par Ota Sik (50) ; des concepts économiques semblables sont, par ailleurs, défendus par une partie des jeunes national-démocrates ;

– le NR-KA autour de la revue *Aufbruch* emprunte même à la théorie marxiste l'analyse de la société capitaliste pour souligner, tout en acceptant la lutte des classes, l'antagonisme entre le travail et le capital. Il propose, à titre de modèle pour la future socialisation des moyens de production, une

---

(49) K.D. Ludwig, *Für eine neue Wirtschaftsordnung*. Hamburg : Reihe Junge Kritik 4, 1978.

(50) Cf. : Ota Sik, *Der dritte Weg*, Hamburg, 1972.

société organisée à partir d'une démocratie de base et revendique une « République Allemande de soviets » (51).

## L'image de l'histoire

A travers l'image de l'histoire donnée par la Neue Rechte l'on discerne la tentative de redéfinir et réactiver une tradition du nationalisme comme doctrine de la résistance du peuple contre l'Etat. Cette image cherche d'ailleurs à éviter de se rattacher aux traditions totalement discréditées par le National-socialisme. Tout d'abord, la découverte de la Révolution Conservatrice (52) a permis de dégager les traditions de droite qui, occultées dans l'Allemagne d'après-guerre, n'avaient pas de liens directs avec le National-socialisme mais appartenaient, réellement ou dans l'espace du mythe, à la résistance antifasciste. Les courants national-révolutionnaire de la Neue Rechte surtout affirmaient, et affirment encore, la continuité d'une pensée et d'une action antifascistes de droite, continuité qui englobe à la fois les national-révolutionnaires E. Niekisch et K.P. Paetel (53), les représentants du « socialisme allemand » comme les frères Strasser (54) et la figure symbolique de la résistance bourgeoise contre Hitler, Claus Graf von Schenk Stauffenberg (55). Cette idée d'une résistance nationale populaire sera ensuite érigée en grille d'interprétation générale de l'histoire. Par un geste antibourgeois et populiste une tradition de résistance nationale du peuple allemand est ainsi créée, tradition qui place au même rang les révoltes de la paysannerie, les luttes de libération contre Napoléon, la Révolution Allemande de 1848, la résistance contre Hitler et la révolte du 17 juin 1953 en R.D.A. (56). Cette réécriture de l'histoire a pour fonction

---

(51) Malgré l'adoption de leur analyse économique, *Aufbruch* (n° 3, 1982) se distancie des conclusions tirées par les théoriciens marxistes. Le NR-KA oppose au « déchaînement des forces productrices » la revendication d'un rétablissement de l'unité entre l'homme et la nature, ceci dans une société qui pense et agit d'après les rythmes de la nature. On trouve ici une forte affinité avec les concepts des nouveaux mouvements sociaux.

(52) Cf. note 2.

(53) Cf. : O.E. Schüddekopf, *Linke Leute von rechts*. Stuttgart, 1960 et L. Dupeux, *Nationalbolschewismus in Deutschland 1919-1933*. München, 1985.

(54) Cf. : Patrick Moreau, *Nationalismus von links*. Stuttgart, 1985.

(55) Pour une analyse de l'action « antifasciste » de Claus Graf Schenk von Stauffenberg par la Neue Rechte, cf. : W. Strauss, « Stauffenberg », *Junges Forum*, n° 4, 1982. A. Klönne a, à plusieurs reprises, souligné la problématique de la notion d'un antifascisme de droite.

(56) Pour donner un exemple on peut citer un numéro spécial de *MUT*, numéro qui fête le 150<sup>e</sup> anniversaire de l'« Hambacher Fest » (1833). En évitant le nationalisme d'Etat prussien on y commémore le nationalisme comme mouvement populaire.

de contourner la stigmatisation du nationalisme en R.F.A. Le processus rhétorique ne consiste pas à renier et à refouler le National-socialisme mais à définir une nouvelle tradition antifasciste.

### **Kulturkampf (le combat culturel)**

Dans l'histoire des vingt années d'existence qu'a la Neue Rechte en R.F.A., aucun de ses groupes constitutifs n'a essayé de participer en tant que parti aux élections (57). Certes ceci est dû à leur faiblesse organisationnelle mais aussi à des raisons stratégiques et idéologiques. De la même façon que la Nouvelle Droite en France, les projets journalistiques, les petites éditions, les cercles de débat et d'études visent à influencer l'opinion publique et s'orientent vers une lutte culturelle (58). Plutôt que d'avancer des analyses économiques, la Neue Rechte souligne ici surtout la défense de « la culture allemande » ou « occidentale ». Pour elle, l'impérialisme se présente d'abord comme une aliénation culturelle ou un « Mc Donaldisme » (59) spirituel. Le discours autour de l'aliénation culturelle, qui inclut toujours des éléments ethnistes, voire même racistes, est également appliqué à la question des travailleurs immigrés en R.F.A. S'agissant du groupe le plus important d'immigrés, les Turcs, la Neue Rechte emploie les arguments de la ghettoïsation régionale et dénonce les conflits créés par l'aliénation culturelle à laquelle sont soumis les Turcs travaillant en R.F.A. Dans ce discours le capital multinational est désigné comme responsable du déplacement et du déracinement des armées de main-d'œuvre. On revendique le droit de ces peuples à leur spécificité et par là l'on exige le retour « justifié » des immigrés dans leur pays d'origine (60).

---

(57) L'ANR est ici une exception que l'on pourrait définir comme parti. Néanmoins, du fait de dissensions internes, l'ANR n'a jamais été assez forte pour pouvoir participer à des élections.

(58) Le G.R.E.C.E. formule de façon beaucoup plus explicite cette stratégie métapolitique en se référant directement (et indirectement) à A. Gramsci.

(59) Cette argumentation montre clairement pourquoi l'impérialisme politique et économique (la R.F.A. est dans le monde la troisième nation industrialisée) du pays d'où l'on vient, est souvent négligé.

(60) Cette argumentation a entraîné pour les activistes qui collaborent avec les « verts », le reproche de racisme et d'hostilité vis-à-vis des immigrés. Presque tous les procès d'exclusion que les « verts » avaient engagé contre ces activistes se fondent pour l'essentiel sur le grief de racisme. Néanmoins, le fait que, jusqu'à présent (octobre 1985), seul un activiste de la Neue Rechte ait été exclu (Lothar Penz), démontre la faiblesse argumentative des « verts ».



## La question allemande

Le projet d'une confédération allemande (61) est, parmi les orientations de la Neue Rechte, celle qui possède aujourd'hui le plus grand rayon d'action, autant vers l'intérieur que vers l'extérieur du « camp de droite ». Ce programme combine des traditions nationalistes de droite (la revendication de la réunification) avec des conceptions qui prétendent assurer la paix en Europe occidentale par la sortie des deux Etats allemands de leurs blocs militaires respectifs (thèses développées aussi dans l'entourage du Mouvement pour la paix). Selon un plan de contrats mutuels successifs, une Allemagne confédérée, préfiguratrice d'une unité politique ultérieure, doit reprendre sa place intermédiaire entre l'Est et l'Ouest. Cette Allemagne confédérée sauvera la paix par le simple désarmement, évitant ainsi la confrontation Est-Ouest le long de la frontière allemande-allemande (cf. le mot d'ordre : « départ des troupes d'occupation »). Cette conception résonne dans les cercles de débat du mouvement « vert/alternatif », mais aussi dans les marges de la social-démocratie (62). Il faut d'ailleurs noter qu'un consensus minimal se développe au sein du « camp de droite », consensus susceptible de s'étendre à différents courants, allant jusqu'au NPD.

## Conclusion

Aujourd'hui, on peut distinguer en R.F.A. trois courants dominants auxquels la notion de Neue Rechte peut s'appliquer dans la réalité politique. Cette distinction est établie d'après les différents corpus idéologiques, mais surtout d'après le public visé par chacun des groupes.

### *La Neue Rechte néo-conservatrice*

Elle vise à s'installer à la charnière entre le « camp de droite » et la politique établie, et à sensibiliser un public néo-conservateur. On peut y situer la revue *criticon*, publiant des textes de facture académique (c'est son

---

(61) Cf. note 21 et W. Venohr, *Die deutsche Einheit kommt bestimmt*. Bergisch Gladbach, 1982.

(62) Parmi ces cercles on peut compter l'« initiative pour une discussion de gauche du problème allemand » (Initiativkreis linke Deutschlanddiskussion) autour de Rolf Stolz, membre des « verts ».

R. Stolz, *Ein anderes Deutschland*. Berlin, 1982. Et *id.*, *Friedensvertrag, Deutsche Konföderation, Europäisches Sicherheitssystem*. Berlin, 1985.

« aile » Mohler qui appartient à la *Neue Rechte*), le programme des éditions *sinus* (ici surtout la série « d »), mais aussi des revues telles que *MUT* et *Deutsche Monatsblätter* qui visent toutes le public des couches moyennes cultivées. Il y a aussi des personnalités et des intellectuels acceptés en dehors du « camp de droite » (A. Mohler, W. Venohr ou les professeurs Arndt, Willms et Diwald) (63) qui apportent leur concours pour faire entendre et populariser des concepts étatiques-populistes-nationalistes auprès des élites conservatrices qui pensent « nationalement ».

### *La Neue Rechte nationale de gauche*

Elle se situe le long de la frontière entre le « camp de droite » et les nouveaux mouvements sociaux. Dans ce groupe on trouve surtout la revue *wir selbst* et (avec réserve) le NR-KA avec sa revue *Aufbruch*. Ces groupes, avec leurs modèles écologistes d'une démocratie de base (ou de soviets) et leurs programmes « socialistes », se distinguent seulement des groupes de gauche par la forte accentuation de la « question nationale », ainsi que par leur recours à une image biologiste de l'homme (refus des sociétés multiculturelles). Ils parviennent par là à déstigmatiser et à rendre acceptables dans le milieu des groupes national-neutralistes (de gauche ou alternatif) des traditions idéologiques de droite.

### *La Neue Rechte non conformiste*

Elle reconnaît son principal public dans les groupes nationaux et dans le conservatisme spirituel situés à l'intérieur et à l'extérieur du « camp de droite ». Son objectif est de réformer ce camp et d'en repousser continuellement les frontières. Les rescapés de la SDV et du BDS, les cercles de débat comme le DESG, mais aussi des personnes et fractions de la « fédération étudiante — gesamtdeutsch » (*Gesamtdeutscher Studentenverband*, GDS) (64), de « l'association pour une politique — gesamtdeutsch — non

---

(63) Toutes les personnes citées ici appartiennent à l'élite de l'enseignement et contribuent, à travers mass media et maisons d'édition, à déstigmatiser en public les traditions nationalistes. C'est notamment le cas de W. Venohr (né en 1925) ; il travaille comme écrivain et script pour la télévision et s'autodéfinit comme « national-révolutionnaire » ; et de H. Diwald (né en 1929 ; il a écrit le best-seller *Geschichte der Deutschen*. Bergisch Gladbach, 1978). Ces écrivains se révèlent de plus en plus comme des « ouvriers de frontières » entre le « camp de droite », la politique établie et l'opinion publique.

(64) Le mot « gesamtdeutsch » signifie dans ce contexte l'ensemble des territoires allemands et ex-allemands (c'est-à-dire la R.F.A, la R.D.A. et les territoires ex-allemands en Pologne et en Russie), l'unité (spirituelle, culturelle, ethnique) de tous les Allemands ainsi que l'attitude (politique) qui veut rétablir cet ensemble territorial et cette unité spirituelle.

partisane » (Vereinigung für überparteiliche gesamtdeutsche Politik, VDVV), ainsi que des organisations national-démocrates, essaient d'influencer l'idéologie et le programme d'une grande partie du « camp de droite », ceci à travers les revues comme *Neue Zeit*, *DESG-Inform* ou *NHB-Report*. Ici s'annonce une refonte des droites non établies, refonte qui est symbolisée par les changements du programme du NPD.

Malgré les différences idéologiques remarquables, il existe entre ces divers courants une sorte de division de travail spécifique à chaque groupe. La Neue Rechte, vue comme un tout, a, à la fois, la fonction de déstigmatiser les traditions de l'extrême-droite, grevée par l'ombre d'Auschwitz, et de réinscrire la « question nationale » dans le discours légitime de l'espace public établi. La « redécouverte » de cette « question nationale » par la gauche depuis la fin des années 70 et le discours d'inspiration nationale sur les problèmes de la paix, du désarmement et de la neutralité militaire de la R.F.A. attestent que la Neue Rechte et son programme se situent dans le champ des tendances idéologiques actuelles. Mais, en raison de ses faiblesses numériques et organisationnelles, la Neue Rechte ne peut faire mieux que diffuser son discours sur le marché public des opinions.

La question de savoir si une partie plus grande de la population ou de la politique établie saisira les thèmes et les arguments de la Neue Rechte sera bientôt résolu. Or, à présent, les chances de la Neue Rechte ne sont nullement négligeables en R.F.A.

### *Les Nouvelles Droites en Europe*

En guise de conclusion et très brièvement, on retrace ici l'évolution européenne des Nouvelles Droites.

Parallèlement à la Neue Rechte en R.F.A., la Nouvelle Droite en France s'est développée autour du centre G.R.E.C.E. Entre les deux évolutions spécifiques d'une Nouvelle Droite et d'une Neue Rechte, il existait dès le début un échange intense de personnes et d'idées. Outre A. Mohler, qui fut dans les années 60 correspondant d'un journal allemand à Paris, ce fut surtout H. Eichberg qui propagea en R.F.A. les thèses françaises développées dans l'entourage d'*Europe Action*. Mais, déjà à l'occasion de la publication des *Jalons 73* (par le G.R.E.C.E.), H. Eichberg avait vivement critiqué (*Junges Forum*, n° 1, 1984) la politique d'alliance que menait à l'époque le G.R.E.C.E. avec les conservateurs (soutien à Valéry Giscard d'Estaing lors des présidentielles de 1974). Eichberg refusait ce qu'il croyait être la revendication d'un libre jeu des forces économiques comme pensée libérale-capitaliste.

La DESG, fondée en 1972, a pris exemple sur le modèle organisationnel du G.R.E.C.E. et sa subdivision en groupe d'études et de recherche sous un seul organe théorique (*Nouvelle Ecole*). Le séminaire « Thule », qui est apparu au public grâce à son recueil *Das unvergängliche Erbe* publié en 1981 a essayé d'installer en R.F.A. une sorte de succursale de la Nouvelle Droite. Derrière cette entreprise, qui jusqu'à présent n'a pas été couronnée de grand succès, se trouvent les éditions *Grabert* qui publient aussi les œuvres d'Alain de Benoist traduites en allemand. Au printemps de 1985, un prospectus, numéro 0 d'une revue future *Elemente*, annonça la publication d'une édition allemande d'*Eléments* ; l'été 1986 a vu paraître le numéro 1 d'*Elemente*.

Outre les éditions d'*Eléments* en Italie, en Espagne et au Portugal, des projets, qui annoncent une coopération croissante des mouvements européens de la Nouvelle Droite, apparaissent en Angleterre (*The Scorpion* autour de M. Walker) et en Belgique (*Vouloir* et *Orientations* autour de R. Steuckers) visant, eux aussi, la coopération au-delà des frontières nationales. Or, les *DESG-Informationen* (n° 5, 1985) donnent un compte rendu d'une rencontre à laquelle le « Cercle Proudhon » de Genève avait invité, en mars 1985, sur le thème « Europe, le droit à l'identité », divers éditeurs « non conformistes » européens. Avec les participations de G. Faye, A. de Benoist, P. Vial, J.-G. Mallianrakis (France), M. Walker (Angleterre), P. Krebs (R.F.A.), R. Steuckers (Belgique), M. Tarchi (Italie) et celle d'observateurs autrichiens, les tout débuts d'une Nouvelle Droite européenne s'y cristallisent (65). Emergence d'une Nouvelle Droite européenne dans le contexte du développement d'après-guerre des nations industrialisées.

## Annexe : remarques méthodologiques

Quels problèmes méthodologiques posent la définition de la Nouvelle Droite et son analyse dans une perspective comparatiste ? En R.F.A., les notions d'« extrémisme de droite », de « radicalisme de droite », de « néo-nazisme » et de « néo-fascisme » servent de désignations courantes des idéologies et des mouvements politiques qui, eux-mêmes, refusent souvent la qualification de « droite ». Contrairement à la France, où la notion d'« extrême droite » indique plutôt une position sur l'axe gauche-droite auquel est soumis la réalité politique, en R.F.A., l'héritage du National-socialisme influence non seulement les doctrines du « camp de droite » mais détermine aussi le discours que tiennent les partis établis et l'opinion publique sur ce « camp ». De surcroît, la notion d'« extrémisme de droite »,

---

(65) Cf. : Eugène Varlin, « MRN-G.R.E.C.E. : convergence 85 ? », *Article 31*, n° 7, 1985.

aujourd'hui acceptée comme définition globale, est utilisée dans au moins trois contextes différents :

- dans l'espace public politique (comme notion polémique),
- dans le discours scientifique,
- dans le discours judiciaire (comme notion codifiée par les lois).

D'ailleurs, la signification de la notion d'« extrémisme de droite » varie également en fonction de la position politique de ceux qui l'emploient.

Une première définition a été donnée lors de la dissolution du SRP en 1952 par le tribunal constitutionnel. Pour celui-ci, le SRP n'avait pas accepté la « Constitution démocratique et libérale » de la R.F.A., et appartenait par là à un « radicalisme de droite » caractérisant les groupes nationalistes agressifs. Ce sont les expériences de la République de Weimar qui, de façon formaliste et juridique, permettent de désigner la frontière où commencent « radicalisme » et « extrémisme », où un groupe politique « quitte le sol de la Constitution démocratique et libérale ». Le critère consiste en tout les cas dans l'acceptation de la Constitution et de certains principes moraux qui en résultent. Désormais cette définition d'« extrémisme de droite » va servir de référence soit pour le discours scientifique, soit pour le discours politique.

Si, jusqu'en 1974, les « *Verfassungsschutzberichte* » (cf. note 11) parlaient encore du « radicalisme de droite » des groupes nationalistes, c'est la notion d'« extrémisme de droite » (et, avec l'émergence d'un militantisme violent de groupes néo-nazis, d'un « terrorisme de droite ») qui va être appliquée aux groupes venant du « camp de droite » censés vouloir détruire la Constitution. Or, cette définition soulève plusieurs problèmes. La détermination exacte du moment où un mouvement ou un groupe commence à menacer l'existence de la Constitution est toujours liée à une décision politique prise par des hommes politiques dans une situation et dans des conditions historiques spécifiques. La notion d'« extrémisme », malgré l'apparence juridique (et donc objective) des décisions prises, par exemple par le « *Verfassungsschutz* » (les renseignements généraux guettant la Constitution), contient déjà un présupposé, à savoir l'idée d'« extrémisme » de droite ou de gauche, entre lesquels se trouve au « juste milieu » la réalité constitutionnelle de la démocratie représentative. On y reconnaît facilement la proximité de la théorie du totalitarisme (66), développée dans l'ambiance de la guerre froide ; théorie qui désigne le fascisme et le régime communiste de l'U.R.S.S. comme figures symétriques de l'Etat totalitaire.

Un dernier problème tient au fait que la définition juridique ne parvient pas à distinguer entre groupes nationalistes, groupes néo-nazis, néo-conservatisme ou *Neue Rechte*, et efface les différences idéologiques et historiques sous des critères formalistes.

Néanmoins c'est l'emploi du mot « extrémisme », opposé au « juste milieu », qui domine de façon autolégitimatoire, le discours politique. Les partis établis de droite (67) usent de la notion d'« extrémisme » plutôt pour dénoncer le danger « communiste » (incarné pour eux, même par les sociaux-démocrates) et de la notion de « néo-nazisme » pour stigmatiser d'emblée tout groupe politique du « camp de droite » qui pourrait chasser sur le même terrain

---

(66) Cf. : Carl J. Friedrich, *Totalitäre Diktatur*. Stuttgart, 1957.

(67) Les partis établis récusent pour eux-mêmes les désignations « de droite », « national » ou « conservateur » pour empêcher toute comparaison avec les partis de droite de la République de Weimar dans la mesure où ceux-ci ont permis, voire soutenu, l'ascension au pouvoir d'Hitler.

électoral, ou encore « souiller » l'image d'une démocratie bien centrée, libérale et intégrationniste, n'ayant plus de lien avec le régime national-socialiste.

Dans le discours politique de la gauche est plutôt employée la notion de « néo-fascisme », d'abord dans la tradition d'une analyse matérialiste de l'histoire, analyse qui définit le fascisme comme stade ultime et monopoliste de la société capitaliste (en insistant sur le caractère capitaliste de l'économie dite « de marché » ainsi que sur l'héritage du passé national-socialiste au sein même des détenteurs du pouvoir économique et politique) ; ensuite comme mot d'ordre pour mobiliser contre un prétendu danger néo-fasciste ; enfin comme notion qui légitime une politique de rassemblement de toutes les forces antifascistes (le Parti communiste, Deutsche Kommunistische Partei, emploie par exemple le terme « néo-fascisme » ou même « fascisme » pour revendiquer sa place légitime parmi tous les démocrates « antifascistes » (68).

Pour autant que ces attributions de différentes étiquettes, telles que « néo-nazisme », « néo-fascisme » et « extrémisme de droite », obéissent plutôt à des intentions politiques, les analyses qui en résultent sont déterminées par des présupposés interdisant souvent de reconnaître et d'expliquer la spécificité des différents groupes qui forment ce camp nommé « extrémisme de droite ».

Mis à part le discours journalistique, qui cherche trop souvent la médiatisation dramatique d'une actualité « néo-nazie » (69), le discours scientifique a désormais accepté la notion d'« extrémisme de droite » en lui substituant des catalogues de traits définitionnels, établis soit à partir des critères formels (70), soit d'après une histoire des idées (71). Mais l'on y trouve aussi le recours à la théorie du totalitarisme (72). Un des rares essais d'une définition plus large vient de P. Dudek et H.G. Jaschke (73) qui travaillent, tout en utilisant la notion d'« extrémisme de droite », avec une combinaison de plusieurs critères, à savoir :

- idéologiques, analyse et critique des corpus idéologiques ainsi que des thèses et discours ;
- sociologiques, analyse et histoire des formes organisationnelles ;
- interactionnels, analyse des relations existant entre le contexte politico-social-culturel et

---

(68) Le DKP lui-même est désigné dans une partie de l'opinion publique comme un parti « extrémiste ».

(69) Certains groupuscules néo-nazis (c'est le cas de l'ANS de M. Kühnen) ont bien compris l'effet publicitaire que peut, à travers les mass media, entraîner la violation systématique des tabous généraux, tels la proscription des propos antisémites ou du port des insignes national-socialistes.

(70) Cf. : I. Fetscher, *Rechtsradikalismus*. Frankfurt, 1967. F. Duve, *Die Restauration erläßt ihre Kinder oder der Erfolg der Rechten in der Bundesrepublik*. Reinbek, 1968.

(71) Cf. : H.H. Knüttner, *Ideologien des Rechtsradikalismus im Nachkriegsdeutschland*. Bonn, 1961.

(72) Cf. : A. Grosser, *Deutschlandbilanz*. München, 1972, p. 261. Le NPD y est désigné comme « l'autre groupe extrême ». La définition juridique d'« extrémisme de droite » comme attitude politique qui se place en dehors de la Constitution, a été repris par K. Sontheimer, *Deutschland zwischen Demokratie und Antidemokratie*. München, 1971. Pour Sontheimer, le nationalisme du NPD est caractérisé par une « pensée antidémocratique » et nationaliste (p. 130).

(73) P. Dudek, H.G. Jaschke, *Rechtsextremismus in der Bundesrepublik*, op. cit.

le « camp de droite » (74). L'ampleur de l'investigation théorique de cet essai tient à ce qu'elle prend en considération les différences idéologiques et culturelles entre groupes nationalistes, tendances néo-conservatrices et Neue Rechte, de la variété organisationnelle des groupuscules et de l'hétérogénéité des corpus doctrinaires ainsi que de la réaction des partis établis, de l'administration et de l'opinion publique. Si une telle définition recouvre tout le « camp de droite » en exigeant pour chaque groupe une analyse en plusieurs strates, la problématique impliquée par la notion d'« extrémisme de droite » n'est pas éclaircie. Il faut noter en outre que la force d'évidence d'une telle notion dérive partiellement de l'absence d'une autre dénomination globale ne portant pas en elle-même un mélange de différentes significations (juridiques, politiques, polémiques) (75). Cependant, pour analyser et expliquer le phénomène de la Neue Rechte, cet article s'est inspiré des travaux de P. Dudek et de H.G. Jaschke. C'est notamment un critère d'ordre sociologique, à savoir la relation « communicative » entre la Neue Rechte et son public, qui sert ici, outre les analyses historiques et idéologiques, à discerner et à « classer » les groupuscules de la Neue Rechte.

Tout en reconnaissant l'ambiguïté de l'expression « extrémisme de droite », on accepte le fait qu'en R.F.A. elle est utilisée dans tous les discours pour désigner une « culture politique » très spécifique. Nous avons davantage employé la notion de « camp de droite » quand il fallait exprimer les faits suivants :

- qu'en R.F.A. existent une multitude et une grande variété de groupes d'« extrême droite » ;
- que ces groupes (ou groupuscules) ont d'étroites filiations personnelles et communicatives entre eux ;
- que l'émergence de la Neue Rechte s'est effectuée historiquement à partir de ce « camp » ;
- que tous ces groupes subissent *volens nolens* l'héritage du National-socialisme soit dans leurs traditions ou références idéologiques, soit à travers le contexte politico-social où le recours au National-socialisme sert à proscrire tout ce qui pourrait, venant de droite, remettre en question le consensus « démocratique » de base.

Le terme « néo-nazisme » désigne exclusivement, dans cet article, les groupes qui se situent consciemment dans la tradition organisationnelle du NSDAP ou qui se réfèrent explicitement (dans leur style et leur idéologie) au National-socialisme.

---

(74) C'est-à-dire entre le « camp de droite » et le système politique (gouvernement, politique, justice et partis établis), le système culturel (mass media et presse) et la population (attitudes et dispositions politiques).

(75) Cette difficulté de développer une définition exacte de ce qu'est l'extrémisme de droite est également signalée par W. Benz. Cependant Benz essaie de déterminer l'extrémisme de droite par un ensemble de trois critères, à savoir les convictions et attitudes politiques des groupes (Gesinnung), les buts politiques poursuivis et les méthodes utilisées. Cette grille d'interprétation néglige, malgré l'effort d'éviter les présupposés de la théorie du totalitarisme, l'histoire organisationnelle des groupes venant du « camp de droite » ainsi que les relations interactionnelles qui existent entre ce « camp de droite » et le contexte politico-social-culturel.